

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX

Colomiers, le 21/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur 

VHU et dépôt de pneus illégal SEILH
chemin de Percin
31840 Seilh

Références : 2024-327
Code AIOT : 0100048698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement VHU et dépôt de pneus illégal SEILH implanté chemin de Percin 31840 Seilh.

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du COLDEN (comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale) et s'inscrit plus particulièrement dans une opération de contrôle inter-services ordonnée par les procureurs de Toulouse, Montauban et Saint-Gaudens sur la thématique des déchets et pilotée par le pôle régional spécialisé en matière d'atteintes à l'environnement attaché au Tribunal de Toulouse. L'inspection a été menée conjointement avec la Gendarmerie nationale/Police nationale. L'inspection avait pour objet de vérifier la situation administrative de l'établissement, et/ou de s'assurer, par sondage, du respect de la réglementation applicable en matière de gestion des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VHU et dépôt de pneus illégal SEILH
- chemin de Percin 31840 Seilh
- Code AIOT : 0100048698 Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : NEANT
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Ce site est une aire d'accueil aménagée pour les gens du voyage.

L'entrée du site est occupée par une activité de stockage de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) et de récupération de métaux par «brûlage» comme en attestent les traces de brûlage et le stock très important de pneus usagés et de pièces démontées (essentiellement des pare-chocs) dans le champ voisin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative - classement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Au-delà des constats liés à la situation administrative, il est constaté des atteintes importantes à l'environnement. Des huiles moteurs et divers fluides automobiles sont déversés à même le sol.

La pollution atmosphérique est elle aussi très importante du fait des opérations de brûlage de déchets et de démantèlement de réfrigérateurs ou de chauffe-eau de par les gaz qui s'en dégagent (fluides frigorigènes, mousses expansées contenant du pentane, ...).

Il est également constaté la présence d'une très grande quantité de pneus usagés. Ce stockage présente un risque incendie non négligeable, dans un secteur situé en pleine zone naturelle arborée (risque de propagation) et à proximité immédiate d'un pylône électrique (difficultés d'accès et d'intervention des services de secours et risque de coupure électrique).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Rubrique ICPE 2712 E	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9 et son annexe I	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 Mois
2	Agrément VHU	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 543-162	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'opération de contrôle, il ressort qu'une activité de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est exercée à l'entrée du site, sans autorisation administrative et dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires applicables en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Toutefois, l'inspection n'a pas été en mesure d'identifier de responsable, les personnes présentes sur place se présentant comme exerçant une activité de ferrailleur. Selon elles, les opérations de démontage et les apports de déchets sont effectués par des personnes extérieures à l'aire d'accueil.

Si des suites pénales sont engagées, les propriétaires des véhicules présents sur site et semblant liés aux activités constatées, pourraient être auditionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 2712 E

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9 et son annexe I
Thème(s) : Situation administrative - Classement vis-à-vis des rubriques de la nomenclature
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• 2712: Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²: régime de l'enregistrement• 2711 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : régime de la déclaration
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté à l'entrée du camp une aire délimitée par des blocs en béton où gît 1 seule carcasse de véhicule, mais également de nombreux autres déchets dont des pneus usagés en très grande quantité (> 100 m³) et des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) tels que des chauffe-eau. Cette zone couvre environ 300 m².</p> <p>De nombreuses traces de brûlage à l'air libre sont également visibles, laissant penser à du brûlage de câbles électriques en vue de récupérer le cuivre qui les constitue.</p> <p>Bien qu'aucune activité de démontage de VHU n'ait été observée le jour du contrôle, il est constaté que l'ancien chemin d'accès au pylône électrique, qui longe le camp, est entièrement rempli de pneus usagés, de pare-chocs et de plaques de mousse (de type polyuréthane), laissant présumer qu'une activité de démontage de VHU et de DEEE y est bien exercée.</p> <p>Ce stockage se poursuit au-delà du pylône, jusqu'aux berges de la Garonne. Cette zone s'étend quant à elle sur plus de 1000 m² (estimation effectuée à partir des photos aériennes de Géoportail).</p> <p>Les photos aériennes du secteur montrent que la situation semble s'être fortement dégradée récemment (depuis 2022).</p> <p>Aucun stockage de cet ordre n'est constaté à l'intérieur de l'aire d'accueil. Seule une voiture, en bon état apparent, semble être en cours de diagnostic.</p> <p>Les personnes sur place se présentent comme exerçant une activité de ferrailleur. Concernant une éventuelle activité liée aux véhicules, ils indiquent racheter des voitures pour les réparer, et s'ils n'y parviennent pas, les emmener directement vers des centres VHU agréés.</p> <p>Un comptoir à métaux, basé à Cornebarrieu, semble être l'exutoire privilégié pour la récupération des déchets de métaux.</p> <p>En complément, il a également été constaté un stockage de déchets en tout genre (dépôt sauvage) le long de la voie</p>

d'accès au camp, a priori sans lien direct avec celui-ci.

Des factures et du courrier ont été relevés par les gendarmes dans le tas de déchets. Des investigations vont pouvoir être menées en ce sens.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 4 Mois

N° 2 : Agrément VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 543-162
Thème(s) : Risques chroniques - Agrément VHU
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage doit [...] être agréé à cet effet.
Constats : Au regard des constats détaillés dans la fiche de constat n°1, il est constaté qu'une activité de démontage de VHU est exercée sans l'agrément requis. Toutefois, les personnes présentes sur place se présentent comme exerçant une activité de ferrailleur. Concernant une éventuelle activité liée aux véhicules, ils indiquent racheter des voitures pour les réparer, et s'ils n'y parviennent pas, les emmener directement vers des centres VHU agréés. Dans ces conditions, l'inspection n'a pas été en mesure d'identifier de responsable.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 4 Mois